

## Tunisie, et après ?

*Le réalisme et la raison imposent de n'exclure aucun scénario, dont celui du pire, la poussée islamiste.*

La rue tunisienne s'est mise au jasmin. Le clan Ben Ali chassé, le pays respire et aspire à un moment démocratique fort. Pourtant, ce n'est pas la rue qui a fait partir Ben Ali et ses proches. Elle fut certes un déclencheur important, elle maintint aussi la pression mais, au final, c'est l'état major militaire qui décida du sort du pays. Excédés par les abus du clan au pouvoir, frustrés de voir le pouvoir sécuritaire confisqué par une clique de nervis prêts à tout aux ordres de la famille, inquiets aussi de voir le sang commencer à couler, les généraux ont sifflé la fin de partie et on mis le chef de l'Etat dans l'avion.

C'est sur cette réalité là que la Tunisie va et doit se reconstruire. L'ouverture démocratique est une bonne chose mais, ne nous y trompons pas, le risque d'échec est élevé. Il y a trois décennies, tout le monde saluait la fin du régime du shah d'Iran et chacun s'attendait à un éveil démocratique. Face au vide, toutefois, ce sont les mollahs qui ont profité de la situation et qui ont confisqué le pouvoir. A leur bénéfice exclusif. Une dictature théocratique remplaçait une dictature plus classique et, sans doute, moins sévère. Fermez le ban ! Comparaison n'est pas raison, cela est vrai. La Tunisie n'est pas l'Iran. La vigilance s'impose cependant, notamment à l'égard de la place que pourraient prendre des islamistes que l'on présente, sans doute à tort, comme inexistantes.

Les islamistes, voilà en effet le risque majeur pour les régimes arabes et, finalement, une certaine stabilité internationale. Tel le volcan Krakatoa, au cœur du détroit de la Sonde, dont l'irruption en août 1883 fit sentir ses effets jusqu'en Europe, la révolution tunisienne pourrait bien impacter les fragiles équilibres politiques et sociaux du monde arabo-musulman, de sa frange Atlantique jusqu'au cœur du golfe arabe et de la péninsule du même nom. Aucun de ces régimes n'est démocratique, tous reposent sur des pratiques autoritaires confortées par deux acteurs clés : l'armée et les forces de sécurité d'une part, un parti présidentiel (parfois unique) ultra dominant d'autre part. Pour le reste, à la vue et au su de tous, s'opposent le luxe et la richesse ostentatoire d'une infime minorité et la pauvreté de l'écrasante majorité de la population. Un terreau magnifique pour l'islam le plus radical et qui, encouragé par la fronde tunisienne, pourra lui aussi chercher à déstabiliser les régimes en place. Ces derniers l'ont bien compris qui multiplient actuellement les mesures à destination des plus pauvres, comme l'augmentation des subventions aux produits de première nécessité, ou des plus aisés en associant plus étroitement les milieux bourgeois et éduqués à la prospérité et aux opportunités liées aux affaires – ce à la différence du régime tunisien qui avait confisqué l'économie au bénéfice unique de deux grandes familles.

Parmi les régimes menacés, l'Egypte fait figure de maillon faible. Les problèmes successoraux de la famille Moubarak, l'extrême indigence de ces millions de fellahs du Nil qui crèvent la faim, l'influence réelle des Frères musulmans : autant d'éléments qui pourraient, en se cristallisant, provoquer un scénario à la tunisienne. Mais là, avec une certitude : l'émergence de l'islam radical comme force politique centrale au cœur de la première puissance démographique du monde arabo-musulman. Avec le risque, demain, de voir naître un axe catastrophe Le Caire – Téhéran. Le pire n'est pas acquis. Mais face à la langue de bois qui veut que tout va bien en ce bas monde et que la démocratie, naturellement, l'emportera, le réalisme et la raison imposent de n'exclure aucun scénario.

Pascal LOROT

*Le nouvel Economiste*, N°1551 - 27 janvier 2011